

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/20**

7 juillet 1997

(97-2833)

---

Groupe de travail des règles de l'AGCS

## SYNTHESE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES MARCHES PUBLICS DE SERVICES

### Note du Secrétariat

La présente note est une synthèse des réponses au *Questionnaire sur les marchés publics de services* (S/WPGR/W/11) reçues à ce jour. Les réponses ont été distribuées sous forme de documents séparés qui sont des addenda au document S/WPGR/W/11. On trouvera en annexe la liste des réponses reçues et des cotes correspondantes.

Dans certains cas, la réponse de tel ou tel Membre est citée pour illustrer des aspects particuliers du régime de passation des marchés. Les références sont sélectives et non exhaustives, c'est-à-dire que tous les Membres dont le régime présente les caractéristiques décrites ne sont pas nécessairement cités. Il ne faut pas non plus en déduire une interprétation définitive des dispositions du régime de passation des marchés des Membres. Les abréviations ci-après sont utilisées:

CE	Communautés européennes et leurs Etats membres
Corée	République de Corée
EU	Etats-Unis
HK	Hong Kong
NZ	Nouvelle-Zélande

## I. DEFINITION

### 1. **Quelle est la définition des marchés publics qui est utilisée pour remplir ce questionnaire?**

Plusieurs Membres ont déclaré qu'il n'y a pas de définition officielle des marchés publics (Colombie, NZ). Dans la plupart des cas, on entend simplement par marchés publics les achats de produits et de services effectués par le gouvernement central, les administrations provinciales et les administrations locales, ainsi que par d'autres entités publiques, qui comprennent dans certains cas des "entreprises de services publics" - c'est-à-dire celles qui sont chargées de la distribution de l'énergie et de l'eau, des transports et des télécommunications (CE, Inde, Norvège, Suisse). Certains Membres ont inclus tous les marchés publics dans le cadre de cette étude, tandis que d'autres ont restreint ce cadre aux ministères du gouvernement fédéral (Canada). Un Membre a repris la définition des marchés des services donnée dans l'Accord sur les marchés publics (Japon), tandis qu'un autre Membre a appliqué comme critère de définition l'utilisation de fonds publics pour financer les achats entièrement ou partiellement (Pologne).

Certains ont déclaré que l'expression "marchés publics" englobe toutes les étapes du processus par lequel les organismes publics acquièrent, auprès de fournisseurs extérieurs, les ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur tâche (Australie). D'autres ont indiqué, explicitement ou implicitement, que d'une manière générale les marchés ne comprennent pas les accords non contractuels ou toute forme d'aide publique (Corée, EU). Un Membre a noté que les marchés publics comprennent à la fois les achats et les ventes, ainsi que tout contrat de location, marché de travaux ou marché de fournitures (Argentine).

## II. STRUCTURE ADMINISTRATIVE

### 2. **Comment sont administrées les activités dans le domaine des marchés publics? Jusqu'à quel point ces activités sont-elles centralisées? Prière d'indiquer l'identité de tous organismes centraux de passation des marchés et leurs responsabilités respectives.**

(Voir la réponse à la question 3.)

## III. LOIS ET REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

### 3. a) **Prière d'indiquer les lois, règlements, règles, directives, décrets, décisions et autres mesures régissant les marchés publics. Quel en est le champ d'application? En particulier, prière de mentionner les exemptions qui pourraient exister. Prière d'indiquer succinctement le contenu de chacune de ces mesures.**

### b) **Le régime de passation des marchés fait-il une distinction entre marchés de fournitures et marchés de services? Dans l'affirmative, de quelle manière les règles s'appliquent-elles dans le cas de marchés combinés comportant à la fois des fournitures et des services?**

Un des thèmes dominants est la centralisation de l'établissement des règles et la déréglementation des fonctions d'exécution. En règle générale, il existe une législation et/ou des directives nationales (et parfois provinciales) concernant les marchés publics, mais la passation et l'exécution des marchés sont du ressort de chaque entité contractante. Dans un cas (CE), les règles de l'accord d'intégration régional qui lie les Etats membres s'appliquent aux marchés d'une valeur supérieure à certains seuils tandis que les lois nationales sont applicables aux marchés d'une valeur inférieure à ces seuils. Les lois nationales ne peuvent s'appliquer qu'aux marchés d'une valeur supérieure à certaines valeurs de seuil (Norvège). Les réglementations nationales diffèrent considérablement en ce sens que dans certains cas elles énoncent des règles de procédure relativement détaillées, alors que dans d'autres cas elles

ne donnent que des directives générales. Dans certains Membres, un organisme national de passation des marchés publics est chargé de la surveillance et de l'application des lois sur les marchés publics ainsi que de la détermination de la politique en la matière (Hongrie). Dans quelques cas cependant, il n'y a pas de loi ou de règlement qui traite expressément des marchés publics, chaque entité étant libre de déterminer ses procédures en matière de passation des marchés selon les principes généraux établis par la politique du gouvernement à cet égard (NZ).

Dans tous les cas, l'achat effectif des services est décentralisé et intervient généralement à un niveau proche des utilisateurs finals. Dans certains cas toutefois, les marchés dont la valeur dépasse certains seuils (Corée) et les marchés de certains services comme les services de construction (Norvège) sont passés par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé central.

Dans la grande majorité des pays Membres, le régime de passation des marchés n'établit pas de distinction entre la fourniture des produits et celle des services (Brésil, Chili, de nombreux Etats membres de la CE, Japon, Corée, Mexique, Pologne, Singapour, Suisse). Dans certains cas, même si le régime de base est le même, il peut néanmoins exister des règles additionnelles particulières applicables à certains services comme les services après-vente (Inde) et les services de consultants (HK), aux concours (France) ainsi qu'aux travaux de construction, grands systèmes et services publics (EU).

Dans un nombre limité de cas, il existe un règlement pour les marchés de fournitures, un règlement pour les marchés de services et un autre pour les marchés de constructions et de travaux de construction (Norvège, CE, Hongrie), même si les différences entre les règlements peuvent être minimales. Les valeurs de seuil pour les marchés de services et pour les marchés de fournitures sont généralement les mêmes. La valeur de seuil pour les marchés de travaux de construction peut être plus élevée. Si une entité désire procéder à un achat réputé se composer pour partie d'un service et pour partie de fournitures, le marché est considéré comme un marché de fournitures si la valeur des fournitures est supérieure à la valeur du service entrant dans le marché, et inversement. Pour être visé par le règlement relatif aux travaux, le service doit avoir le caractère d'un marché de travaux, c'est-à-dire concerner des travaux de construction de bâtiments ou des travaux analogues. Les services sont considérés comme constituant la catégorie résiduelle, c'est-à-dire qu'un marché qui n'est ni un marché de fournitures ni un marché de travaux est réputé être un marché de services.

Dans un cas, les marchés de services sont décentralisés et sont du ressort de divers ministères et organismes, alors que les marchés de fournitures sont relativement centralisés (Canada). Dans un Membre, des marges de préférence ne sont appliquées par les gouvernements des Etats qu'aux marchandises et aux services connexes et non, par conséquent, aux marchés qui ne portent que sur des services (Australie). Dans un autre cas, le régime établit une distinction non seulement entre les marchés de fournitures et les marchés de services, mais aussi entre des types spécifiques de services, par exemple les travaux de construction, les services de consultations, les services professionnels, l'exécution de travaux artistiques, les services de télécommunication et les services postaux (Colombie).

#### IV. PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES APPLIQUEES

##### 4. a) Quelles procédures sont suivies dans le processus de passation des marchés?

L'ensemble de base des procédures de passation des marchés admises est le même pour la plupart des Membres, avec toutefois quelques différences. Comme indiqué dans le questionnaire, on distingue généralement trois grandes catégories de procédures: i) la procédure d'appel d'offres publique ou ouverte, selon laquelle toutes les parties intéressées peuvent soumissionner; ii) la procédure d'appel d'offres sélective ou restreinte, selon laquelle la participation est limitée à un certain nombre de fournisseurs sélectionnés, seuls ces fournisseurs étant invités à soumissionner; iii) l'appel d'offres limité, le contrat privé ou marché de gré à gré, selon lequel l'autorité adjudicatrice s'adresse à des

fournisseurs individuellement, et parfois à un fournisseur unique seulement. Certains Membres ont indiqué que les modalités du marché pouvaient être déterminées par négociation dans le cas d'un appel d'offres limité (Chili, Inde), alors que d'autres Membres semblent également autoriser les négociations dans les autres cas (CE, Pologne).

Dans certains Membres, même pour les appels d'offres ouverts, seuls les fournisseurs qualifiés sont invités à soumissionner (Brésil, Japon). Un Membre applique une procédure d'appel d'offres à plusieurs phases (Mexique). Dans la première phase dite phase "technique", seuls les aspects des offres relatifs aux spécifications techniques du produit ou du service concerné sont examinés. Les offres satisfaisant aux prescriptions techniques établies dans les conditions de l'appel d'offres sont qualifiées pour la deuxième phase, qui est la "phase financière" et dont le principal critère est le prix. Plusieurs Membres utilisent le terme projet ou "concours" dans le cas des marchés de services (Brésil, CE). Selon cette procédure, le pouvoir adjudicateur peut acquérir un plan ou un projet qui est choisi par un jury après mise en concurrence avec ou sans attribution de primes. Les concours peuvent être organisés dans le cadre d'une autre procédure de passation d'un marché de services ou constituer une procédure indépendante (CE). D'autres Membres ont mentionné, sans donner d'autres explications, des procédures telles qu'"appel d'offres en deux étapes", "marché de gré à gré" (Pologne) et "commandes renouvelées" (Inde).

Dans un Membre, les entités contractantes du secteur public font appel, sur une base volontaire, aux services de plusieurs commissions privées spécialisées dans l'approvisionnement du secteur public dans le cadre de marchés de fournitures globaux attribués par voie d'appel d'offres (NZ).

Dans un autre Membre, il est stipulé que les spécifications techniques doivent, de par la loi, être généralement exemptes de toutes conditions restrictives afin de laisser jouer au maximum la concurrence entre les soumissionnaires potentiels (EU). L'ordre de préférence concernant les spécifications est le suivant: 1) normes facultatives; 2) désignation des articles commerciaux dans les cas d'achats d'articles commerciaux; 3) désignations officielles des produits énoncées principalement du point de vue des fonctions à remplir ou des propriétés d'emploi requises; 4) désignations officielles des produits énoncées principalement du point de vue de la matière, de la finition, des tolérances, des caractéristiques de fonctionnement, des composants et autres prescriptions relatives à la conception.

(Il est possible que d'autres Membres n'aient pas décrit cet aspect de leur régime de passation des marchés, celui-ci n'étant pas explicitement mentionné dans le questionnaire.)

**b) Dans quelles circonstances des procédures différentes sont-elles utilisées? Par exemple, si la méthode utilisée dépend de la valeur du marché, les valeurs de seuil devraient être indiquées.**

Bien que l'ensemble de base des méthodes de passation des marchés soit le même pour la plupart des Membres, les conditions selon lesquelles une entité contractante peut recourir à des procédures différentes varient considérablement. Dans certains Membres, l'entité contractante dispose d'une grande liberté pour choisir la procédure de passation des marchés dans le cadre de la politique et des directives du gouvernement en la matière (NZ, Australie). Dans la plupart des Membres, la procédure d'appel d'offres publique ou ouverte est la règle, la procédure sélective étant une procédure exceptionnelle applicable dans des circonstances particulières. Dans certains cas, ces circonstances sont énoncées dans un accord plurilatéral auquel le Membre est partie, tandis que dans d'autres cas, elles sont spécifiées dans la législation nationale. Souvent les entités contractantes disposent également d'une plus grande liberté pour recourir à des méthodes moins concurrentielles, si la valeur du marché est inférieure à certains seuils - énoncés dans un accord plurilatéral ou dans la législation nationale.

Le recours d'une autorité contractante à la procédure ouverte, à la procédure sélective ou au concours dépend également du type de service mis en adjudication et de la complexité du marché (EU).

S'il y a des soumissions concernant des services de base qui sont faciles à comparer et que le marché ne doit être attribué qu'en fonction du prix, la procédure ouverte est plus souvent appliquée. Si l'évaluation des soumissions risque de prendre beaucoup de temps, les entités appliquent plutôt la procédure sélective pour que la durée de la phase d'évaluation ne soit pas excessive (Norvège). Il existe aussi le cas où le service concerné ne peut pas être défini de manière suffisamment précise.

Plusieurs Membres autorisent le recours à l'appel d'offres sélectif lorsque seul un nombre limité de soumissionnaires remplissent les conditions requises en raison de la nature particulière de l'objet du marché. Dans un pays Membre, dans le cas d'un projet portant sur des travaux de construction dont la valeur est supérieure à un certain seuil, le responsable du marché peut restreindre la qualification des soumissionnaires en se fondant sur la manière dont ils ont exécuté des travaux dans le passé (Corée). Dans d'autres cas cependant, l'appel d'offres sélectif ou limité n'est autorisé que lorsqu'il existe au moins un nombre minimum (parfois trois) de fournisseurs qualifiés aptes à présenter une soumission (CE, Corée, Hongrie).

Les conditions de l'appel d'offres limité imposées dans certains Membres sont fondées sur des dispositions énoncées dans des accords plurilatéraux, mais même les Membres non parties à de tels accords spécifient souvent des conditions analogues, notamment les suivantes: aucune offre satisfaisante n'a été obtenue dans le cadre de la procédure ouverte ou sélective; les soumissions présentées ont un caractère collusoire; pour les travaux artistiques ou lorsque pour des raisons de protection de la propriété intellectuelle il n'y a qu'un seul fournisseur possible; à la suite de circonstances imprévisibles, le marché devient trop urgent pour organiser une procédure ouverte ou sélective; le fournisseur initial effectue des livraisons additionnelles destinées à être utilisées comme pièces détachées ou pièces de rechange de fournitures existantes; des circonstances imprévisibles rendent nécessaires des services de construction additionnels qui ne peuvent être séparés du marché initial, etc. Certains Membres ont également déclaré que le système d'appel d'offres limité peut être adopté lorsqu'il n'est pas dans l'intérêt public de lancer un appel d'offres par voie d'annonce (Inde). D'autres autorisent de telles méthodes pour des projets confidentiels ou sensibles (Singapour). Un Membre autorise qu'un marché fasse l'objet d'un contrat privé lorsqu'il entre dans le cadre d'un contrat privé de groupe passé avec des petites et moyennes entreprises (Corée).

Les conditions selon lesquelles il est possible de recourir à des négociations diffèrent d'un Membre à l'autre. Dans certains pays Membres, ces conditions sont analogues à celles qui s'appliquent aux appels d'offres limités (Chili, Hongrie). Dans un Membre, la procédure du marché négocié est parfois appliquée dans le secteur des services publics après la publication des appels à la concurrence (Norvège). Dans ce pays, les entités publiques peuvent également recourir à la procédure du marché négocié lorsqu'il est extrêmement difficile de donner dans la documentation relative à l'appel d'offres toutes les indications qui permettraient de comparer les soumissions. Dans un autre Membre cependant, des négociations sont engagées en cas d'extrême urgence pour répondre à une "demande dans un laps de temps donné lorsque les sources d'approvisionnement sont connues" (Inde).

Un Membre a déclaré que les contrats d'aide internationale ou de prêts extérieurs peuvent être assujettis aux règlements propres aux entités compétentes, notamment pour ce qui concerne les procédures et systèmes de passation des marchés (Colombie). Un autre Membre a indiqué que les appels d'offres internationaux ne sont lancés que lorsqu'ils sont justifiés par l'entité concernée, sous réserve d'une étude de marché, lorsque les ressources sont obtenues grâce à des prêts extérieurs ou lorsque le marché est visé par des accords internationaux (Mexique).

**c) Quels sont les délais pour la présentation des soumissions?**

La plupart des Membres exigent que les fournisseurs présentent leur offre avant le délai indiqué sur l'avis d'appel d'offres. Les délais effectifs sont variables. Plusieurs Membres appliquent des délais

conformes aux dispositions d'un accord plurilatéral. Les délais minimaux sont souvent les suivants: 1) procédure d'appel d'offres publique ou ouverte: 40 jours après la publication; 2) procédure d'appel d'offres sélective: 25 jours après la publication pour la présentation des demandes de participation et 40 jours après l'invitation à soumissionner pour la présentation des offres. Certains Membres qui laissent les entités contractantes libres de définir leurs procédures dans le cadre des directives générales ne spécifient pas de délai précis (Australie, NZ).

Dans certains pays Membres, les délais diffèrent selon les entités (Chili), la valeur du marché (Corée), la complexité du marché (EU) et le service (CE, Chili). Un Membre spécifie un délai plus long pour les marchés dont la publicité est faite à la fois localement et à l'étranger que pour les marchés dont la publicité est faite sur le plan local uniquement (Singapour), tandis qu'un autre Membre établit une distinction analogue entre les appels d'offres internationaux et nationaux (Mexique). Dans un Membre, les délais prescrits ont été récemment réduits pour les achats de produits standard et doivent encore l'être étant donné que davantage de marchés sont passés électroniquement (EU).

Le délai de réception des offres peut être fixé d'un commun accord entre l'entité adjudicatrice et les candidats sélectionnés, à condition que tous les soumissionnaires bénéficient du même délai pour préparer et soumettre leur offre (CE). Un Membre autorise, lorsque c'est justifié, l'auteur de l'appel d'offres à prolonger une fois le délai de soumission - à condition que cela soit rendu public par voie d'annonce avant l'expiration du délai initial et que le motif de cette prolongation soit indiqué (Hongrie). Dans certains cas, l'auteur de l'appel d'offres peut appliquer une procédure accélérée lorsqu'il s'agit de procédures de passation dans lesquelles des fournisseurs particuliers sont invités à soumissionner ou qui font l'objet d'une négociation, lorsqu'une situation d'extrême urgence le justifie, mais sans qu'il y ait une négligence de la part de l'auteur de l'appel d'offres; par ailleurs, une procédure accélérée ne peut pas être appliquée à des projets de construction (Hongrie).

## V. PUBLICITE CONCERNANT LES INVITATIONS A SOUMISSIONNER

### **5. a) De quelle manière les marchés envisagés sont-ils rendus publics? Les invitations à soumissionner sont-elles rendues publiques? Dans l'affirmative, dans quelles publications et dans quelles langues?**

Dans la plupart des cas, les possibilités de marchés publics sont annoncées dans une publication de type Journal officiel et/ou dans des journaux de grande diffusion. Le premier type d'annonce est souvent obligatoire tandis que le second type est laissé à l'appréciation de l'entité contractante. A la place des moyens susmentionnés, l'entité a souvent recours à une publication dans les journaux ou magazines spécialisés pertinents, à des points de contact où des renseignements sont donnés sur les marchés publics (Japon), à des bulletins périodiques (EU) et à des panneaux d'affichage (Argentine). Certains Membres exigent également la publication de renseignements succincts préalables ou d'avis indicatifs périodiques contenant les caractéristiques essentielles et la valeur des marchés qui doivent être passés dans les 12 mois suivants (EU, CE). Dans certains cas, il est obligatoire pour les entités fédérales de publier les avis, mais c'est facultatif pour les administrations provinciales et locales (Norvège). Dans un Membre seulement, aucun texte législatif ou réglementaire ne traite de la publication des invitations à soumissionner (NZ).

En matière de langues, les prescriptions sont peu homogènes. Dans certains cas, c'est la langue nationale qui est utilisée et dans d'autres cas, le recours à une ou plusieurs langues étrangères est également obligatoire.

### **b) L'ampleur et la forme de la publicité diffèrent-elles selon les procédures d'appel d'offres utilisées et/ou selon la valeur du marché?**

En règle générale, les invitations à soumissionner sont toujours rendues publiques dans le cas d'une procédure ouverte ou publique, peuvent l'être dans le cas d'une procédure sélective, mais ne le sont pas dans le cas de contrats privés. Dans un Membre, le délai de publication diffère selon que la procédure d'appel d'offres est publique ou sélective (Argentine). Les prescriptions en matière de publication sont généralement moins rigoureuses pour les marchés dont la valeur est inférieure à certains seuils (CE, EU). Dans certains Membres par exemple, les avis ne sont publiés au Journal officiel que lorsque la valeur des marchés est supérieure aux valeurs de seuil fixées, alors que les avis concernant les autres marchés sont publiés dans les journaux locaux, régionaux ou nationaux (Norvège). Les seuils peuvent varier selon les services (Canada). Dans un Membre, les invitations à soumissionner concernant les marchés de "services non prioritaires" (visant vraisemblablement les services réputés être moins "négociables") ne sont pas publiées, tandis que les invitations concernant certains services publics comme les services de transport et de télécommunication peuvent ne pas l'être (CE). Certains Membres déclarent que l'ampleur et la forme de la publicité ne diffèrent pas selon la procédure d'appel d'offres utilisée (Japon, Colombie) ou selon la valeur du marché (Australie, Inde, Chili, Colombie, Japon).

**c) Quels sont les détails du marché envisagé qui sont normalement rendus publics? Y a-t-il un ensemble minimum de renseignements qu'il faut rendre publics? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Les renseignements qui doivent être communiqués dans les avis de marchés publics sont similaires pour la majorité des Membres, encore qu'ils diffèrent dans les détails. La plupart des réponses mentionnent des renseignements tels que: nom et adresse de l'auteur de l'appel d'offres; description claire du service à fournir; dates d'ouverture et de clôture des soumissions; durée du marché et/ou délai d'achèvement des services; adresse du point d'information pour des renseignements complémentaires et les cahiers des charges; dépôts et garanties requis; normes techniques, qualifications et toutes les conditions particulières de participation à l'appel d'offres; critères d'adjudication du marché. Dans certains cas, les renseignements à publier diffèrent pour les travaux publics et les autres services (Argentine, Mexique).

**d) La documentation complète relative à l'appel d'offres est-elle obtenue contre paiement? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions et d'indiquer comment ce paiement est fixé.**

La pratique des Membres, en ce qui concerne le paiement exigé en échange de la documentation relative à l'appel d'offres, diffère quelque peu. Certains Membres n'exigent aucun paiement, tandis que d'autres prévoient une telle possibilité. Cependant, dans la plupart des cas où un paiement est exigé, le niveau des redevances doit être en rapport avec le coût réel des documents en question. Dans certains cas, une caution peut être demandée pour les documents qui sont remis gratuitement et doivent être restitués à l'entité adjudicatrice (CE). Dans certains Membres, la documentation relative à l'appel d'offres est vendue contre paiement de redevances qui varient selon la valeur du marché (Inde, Argentine). Dans un cas particulier, les directives du gouvernement en matière de passation des marchés stipulent que le prix ou le dépôt demandé, le cas échéant, pour la fourniture du dossier d'appel d'offres ou des documents connexes doit être déterminé de manière à ne pas décourager la participation des fournisseurs ou producteurs compétents de bonne foi (NZ).

**e) Des moyens électroniques sont-ils utilisés pour annoncer les possibilités de marchés? Quelle est la nature des systèmes qui sont en place? Des dispositions différentes en matière de passation des marchés sont-elles applicables aux marchés annoncés de cette manière? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Le recours à des moyens électroniques pour annoncer les possibilités de marchés n'est pas uniforme. Certains Membres ont effectué d'importants investissements dans la mise au point de systèmes d'information électroniques, tandis que d'autres n'en sont encore qu'au stade préliminaire et expérimental.

Dans certains cas, seuls les marchés d'une valeur supérieure à certains seuils sont annoncés par voie électronique (Norvège), ces seuils pouvant varier selon le secteur de services concerné (CE). Dans d'autres cas, les renseignements destinés à des bases de données électroniques sont encore fournis de plein gré par les organismes contractants (HK, NZ). Certains organismes ont des "pages d'accueil" sur Internet et passent des avis sur ces sites (HK, EU).

Dans un Membre, il est prévu de créer des réseaux d'échange de données commerciales informatisées (EDI) qui seront à même d'actualiser automatiquement les stocks, de facturer les clients, de régler les fournisseurs, de faire connaître les besoins de l'administration fédérale et d'effectuer bien d'autres tâches qui demandent aujourd'hui beaucoup de temps, de personnel et de papier (EU). On estime que la passation électronique des marchés pourrait réduire le coût des achats fédéraux de 10 pour cent d'ici à 1997 et les délais de livraison d'un tiers. Un autre Membre a créé le "Service des invitations ouvertes à soumissionner", qui est un système informatisé facile à utiliser destiné à permettre aux fournisseurs potentiels d'avoir rapidement accès et dans des conditions d'égalité à des renseignements sur les possibilités de marchés publics (Canada). Un troisième Membre a commencé à travailler sur un projet de réseau électronique sur les marchés publics visant à rendre le processus plus efficace, plus fiable, plus rapide et, finalement, moins coûteux pour les acheteurs et les fournisseurs (CE).

Un Membre a déclaré que son système juridique ne permet pas actuellement de recourir à des moyens électroniques pour participer à des appels d'offres, mais qu'un nouveau système permettant de consulter les invitations à soumissionner par voie électronique est en cours de création (Mexique). Un autre Membre a déclaré qu'aucun texte ne prévoit que des moyens électroniques doivent être utilisés pour annoncer les possibilités de marchés (Argentine).

## VI. PRESCRIPTIONS ENONCEES CONCERNANT LES FOURNISSEURS POTENTIELS

### 6. a) Existe-t-il des prescriptions en matière d'enregistrement, de résidence ou autres concernant les fournisseurs potentiels?

(Les réponses concernant les points a), b) et c) se recoupent souvent et devraient être lues ensemble.)

#### Prescriptions en matière d'enregistrement

Les règles des Membres diffèrent substantiellement en ce qui concerne les prescriptions en matière d'enregistrement, qui sont obligatoires pour certains Membres et n'existent pas dans d'autres pays Membres. Dans certains pays Membres (Colombie, Inde, Japon, Corée, Pologne, Singapour), les fournisseurs locaux et étrangers qui souhaitent soumissionner des marchés publics doivent être enregistrés en tant qu'adjudicataires de l'Etat ou être qualifiés à cet effet. Plusieurs Membres indiquent que leur système d'enregistrement obligatoire n'est pas discriminatoire, en ce sens qu'il s'applique de manière objective aussi bien aux fournisseurs locaux qu'aux fournisseurs étrangers (Singapour). Dans certains pays Membres, les entreprises non enregistrées ne peuvent être admises à participer à un appel d'offres que s'il s'agit d'un appel d'offres *ad hoc* portant sur des services ou travaux non renouvelables (Inde, Singapour). Dans un Membre qui applique un système d'enregistrement obligatoire, les fournisseurs non enregistrés ne peuvent être retenus que si les compétences requises n'existent pas localement ou si les entreprises locales ne sont pas en mesure d'exécuter le marché ou d'atteindre le niveau de qualité voulu (Singapour). Ce Membre doit réexaminer son système d'enregistrement afin d'empêcher toute discrimination.

Certains Membres ont indiqué les raisons pour lesquelles ils appliquent un système d'enregistrement. Un Membre indique que l'objectif du système est de faciliter la procédure de qualification. Grâce à un tel système, l'entité contractante constitue à l'avance un ensemble de



renseignements sur chaque entreprise enregistrée, ce qui lui permet d'examiner plus rapidement les qualifications des fournisseurs lors de l'évaluation des soumissions. De plus, cela évite aux fournisseurs enregistrés d'avoir à fournir les mêmes renseignements chaque fois qu'ils soumissionnent (Singapour). Un autre Membre a déclaré que le système d'enregistrement permet de réduire le risque que le fournisseur retenu ne soit pas capable d'exécuter le marché de manière satisfaisante. En outre, l'appel d'offres étant limité aux seuls fournisseurs qualifiés, il est possible d'évaluer les offres uniquement sur la base du prix, ce qui améliore la transparence de la procédure d'appel d'offres (Japon). Un autre Membre tient un registre des petites entreprises qui bénéficient de conditions préférentielles (Inde).

De nombreux Membres n'imposent généralement pas de procédure d'enregistrement ou de qualification, mais peuvent autoriser l'application d'une telle procédure dans certaines situations. Par exemple, un Membre autorise l'utilisation de listes de fournisseurs enregistrés pour certains services si la valeur du marché est inférieure à des seuils qui varient selon les secteurs (Canada). Un autre Membre indique que, dans le secteur des services publics, les entités contractantes peuvent utiliser des listes de fournisseurs qualifiés (Norvège), alors que dans un autre pays Membre l'enregistrement est indispensable pour les services de construction (Argentine).

#### Prescriptions en matière de résidence

Les prescriptions en matière de résidence semblent relativement rares. Dans certains Membres, il est prévu que les personnes physiques étrangères non domiciliées dans le pays ou les personnes morales étrangères n'ayant pas de succursale dans le pays doivent accréditer un agent domicilié dans le pays qui soit dûment habilité à soumissionner et à passer des marchés et aussi à les représenter sur le plan judiciaire et extrajudiciaire (HK, Colombie). Dans un Membre, les auteurs des appels d'offres peuvent stipuler dans l'invitation à soumissionner que seuls les soumissionnaires résidant dans le pays peuvent participer à la procédure (Hongrie). Dans un autre pays Membre, il est généralement nécessaire qu'une entreprise soit établie dans le pays pour passer un marché avec l'Etat, mais les entreprises étrangères ne sont pas tenues de remplir cette condition pour participer à des appels d'offres internationaux (Argentine). Un Membre a déclaré que l'administration peut parfois exiger de l'entrepreneur qu'il soit à une certaine distance du lieu d'exécution du contrat, lorsqu'il existe un besoin légitime de l'entité contractante d'avoir l'entrepreneur à proximité immédiate (EU).

(En ce qui concerne la relation entre l'établissement dans le pays et le traitement national, voir la réponse à la question 9.)

#### **b) Quelle est la nature de toutes conditions de participation exigées des fournisseurs, par exemple garanties financières, réputation commerciale et qualifications techniques? Les conditions de participation varient-elles selon la nature du processus de passation et/ou la valeur du marché envisagé?**

De nombreux Membres exigent que les fournisseurs potentiels démontrent leur aptitude à remplir le contrat, par exemple en justifiant de leur solidité financière, de leurs qualifications et expérience professionnelles et techniques, d'une capacité de production appropriée et de leur conformité à toutes les prescriptions juridiques requises. Ainsi, les entités contractantes peuvent exiger une déclaration d'impôt des fournisseurs montrant que ceux-ci se sont acquittés de toutes leurs obligations fiscales (Norvège), des déclarations de banques, d'une assurance contre les risques professionnels (CE), etc. Dans certains cas, une garantie de soumission dont le montant doit être déterminé à l'avance peut être exigée; en l'absence d'une telle garantie, la soumission peut être considérée comme étant irrecevable (Canada, Hongrie, Mexique). Les pénalités et autres sanctions pour cause de retard ou d'inexécution du contrat imposées au fournisseur peuvent être retenues sur ces garanties (Chili).

La capacité du prestataire de fournir les services peut être évaluée en vertu notamment de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité. Le pouvoir adjudicateur peut préciser celles des références qu'il entend obtenir ou exiger la production de certificats établis par des organismes indépendants, attestant la conformité des services à certains systèmes d'assurance de qualité. Dans certains cas, tout soumissionnaire peut être invité à justifier de son inscription au registre professionnel ou au registre de commerce. Par ailleurs, les personnes morales peuvent être tenues d'indiquer le nom et les qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution du service en question. Dans certains cas, si une offre est soumise par un groupement de prestataires de services, sa transformation dans une forme juridique déterminée peut être exigée une fois le marché attribué au groupement, même si elle peut ne pas être exigée pour la présentation de l'offre (CE). Dans certains Membres, les soumissionnaires doivent satisfaire à des considérations de santé et de sécurité ou d'équité en matière d'emploi (Canada, Suisse). En outre, pour des marchés sensibles, les entrepreneurs peuvent se voir exiger des habilitations de sécurité appropriées, que les fournisseurs étrangers peuvent obtenir.

Certains Membres tiennent compte des résultats positifs obtenus dans le passé (Singapour), tandis que d'autres ne retiennent que les résultats inadéquats pour disqualifier un fournisseur (Mexique). Un Membre a mis en place un "système de fournisseurs agréés" au titre duquel les fournisseurs de moyens informatiques et de machines de bureau importantes dans le cadre des arrangements relatifs aux besoins courants doivent démontrer qu'ils s'attachent à respecter les normes mondiales les plus rigoureuses en matière de qualité, de service et de valeur ajoutée à long terme dans les pays parties à l'accord d'intégration régional pertinent (Australie). Certains Membres définissent les personnes physiques et les personnes morales non habilitées à soumissionner. Il peut s'agir de personnes ayant des liens familiaux, professionnels ou commerciaux avec les fonctionnaires intervenant dans la procédure de passation des marchés et de personnes qui, individuellement ou par le biais d'une société à laquelle elles appartiennent, émettent un avis, une appréciation ou une évaluation d'expert en rapport avec le règlement des différends (Mexique). Dans certains pays Membres, les entités établissent comme elles l'entendent les conditions objectives de participation (Colombie, NZ).

(Pour les conditions de réciprocité dans la passation des marchés publics, c'est-à-dire les prescriptions à satisfaire pour être fournisseur de services de certains pays, voir la réponse à la question 9.)

**c) Existe-t-il des listes de fournisseurs? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures permettant de vérifier la capacité des entreprises qui demandent à figurer sur les listes de soumissionnaires? Les listes de fournisseurs agréés, s'il en existe, sont-elles régulièrement revues/mises à jour?**

En général, les Membres ne font pas une nette distinction entre les prescriptions en matière d'enregistrement ou de qualification et la tenue de listes de fournisseurs agréés. Certains n'autorisent le recours à des listes de fournisseurs agréés que dans des cas exceptionnels, une telle utilisation devant alors être justifiée et approuvée (EU). L'inscription certifiée par les organismes compétents sur une liste officielle constitue généralement une présomption d'aptitude à la prestation de services par rapport aux critères de sélection qualitative (CE). Dans un Membre, les directives en matière de passation des marchés recommandent aux organismes qui achètent des produits spécialement conçus et fabriqués pour leurs besoins d'envisager d'établir une liste de "fournisseurs agréés" (NZ). A cet effet, les fournisseurs potentiels doivent être évalués selon des critères appropriés. Le Membre en question estime qu'il peut être coûteux de constituer un réseau de "fournisseurs agréés", mais que l'établissement de relations solides avec des fournisseurs fiables peut procurer des avantages à long terme. Toutefois, pour assurer l'équité, il est conseillé aux organismes publics de s'abstenir de toute exclusivité et de veiller à ce que leurs listes soient régulièrement revues.

Les sociétés ou entreprises qui souhaitent être enregistrées ou qualifiées sont généralement tenues de faire une déclaration (Colombie, Pologne) et/ou d'accepter que l'autorité qui procède à l'enregistrement vérifie leurs références et leur situation financière, et s'assure qu'elles sont aptes à exécuter le marché de manière satisfaisante (Japon, Pologne). Dans certains cas, un droit d'enregistrement non remboursable doit être acquitté (Singapour). Lorsque de telles listes existent, elles sont valables pendant une certaine période de temps et sont régulièrement mises à jour, et les fournisseurs intéressés ont la possibilité d'y être inscrits (Colombie, Inde, Japon). Les critères de qualification doivent généralement être publiés chaque année en même temps que la liste. Les fournisseurs peuvent demander à être inscrits sur la liste à tout moment ou périodiquement. Si l'entité contractante refuse d'accepter un fournisseur sur la liste, il est possible de contester cette décision devant un organe indépendant (Suisse).

Un Membre applique des "arrangements relatifs aux besoins courants", qui sont des offres permanentes faites par des entreprises pour la fourniture de marchandises et de services à des conditions négociées d'avance et à des prix convenus (Australie). Avant de retenir un fournisseur, il faut arrêter avec lui des points tels que les conditions de paiement, les conditions de livraison, les barèmes de remises et toutes les autres modalités du marché. Ces arrangements portent sur la plupart des besoins courants des ministères et font l'objet d'un suivi permanent destiné à vérifier que les fournisseurs respectent les normes fixées.

## VII. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES ET D'ADJUDICATION

### **7. a) Quels sont les critères qui sont pris en considération pour l'adjudication des marchés? Les critères pour l'adjudication des marchés sont-ils communiqués à l'avance aux fournisseurs potentiels?**

En règle générale, les marchés sont attribués en fonction de critères tels que le prix le plus bas, le rapport qualité/prix ou l'offre économiquement la plus avantageuse. Dans le dernier cas, il est tenu compte des critères suivants: prix, qualité, valeur technique, qualifications et expérience, caractère esthétique et fonctionnel, assistance technique et service après-vente, incidence sur l'environnement, date de livraison, etc. Dans deux cas, il est indiqué que l'entité contractante estime un prix de référence (Japon, Corée).

Il est systématiquement exigé que tous les critères d'adjudication soient rendus publics à l'avance dans l'avis d'appel d'offres ou la documentation relative à l'appel d'offres. Dans certains cas, il est également exigé que si des critères autres que le prix doivent être pris en compte, leur ordre d'importance soit indiqué à l'avance lorsque c'est possible (Pologne, CE).

### **b) La passation des marchés est-elle soumise à des dispositions relatives aux opérations de compensation, par exemple prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, prescriptions relatives au transfert de technologies et prescriptions en matière d'échanges compensés?**

Dans la plupart des cas, les marchés publics ne sont assujettis à aucune disposition en matière de compensation. Les marchés pour la défense constituent peut-être l'exception la plus importante (Norvège, NZ). Dans un Membre, certains programmes de développement industriel comportent des opérations de compensation (Australie), alors que dans un autre Membre, les contrats de consultants exigent que les consultants assurent la formation de fonctionnaires (HK).

(Les critères relatifs à la teneur en éléments d'origine nationale sont décrits à la question 9.)

**c) La préférence est-elle donnée à des entreprises ou groupes d'entreprises particuliers? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

En règle générale, aucune préférence n'est accordée à aucun groupe d'entreprises en particulier. Toutefois, dans certains cas, les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier de préférences. Dans un Membre, il est exigé que des marchés, quelle qu'en soit l'importance, soient réservés aux petites entreprises lorsqu'il y a raisonnablement lieu de penser que des offres seront obtenues d'au moins deux petites entreprises et que les marchés seront attribués aux justes prix du marché (EU). Dans un autre pays Membre, les entités ont la possibilité d'opérer un choix préférentiel, toutes choses étant par ailleurs égales, en faveur des coopératives, micro-entreprises, fondations, associations d'action communautaire et entités analogues du lieu où doit être exécuté le contrat (Colombie). Dans un Membre, les petites entreprises bénéficient par rapport aux grandes entreprises d'une préférence en matière de prix allant jusqu'à 15 pour cent, comme c'était le cas pour les entreprises du secteur public jusqu'à récemment (Inde).

(Voir aussi la réponse à la question 6.)

**d) Les critères en matière de passation des marchés diffèrent-ils selon le secteur ou le domaine de l'économie?**

Dans la plupart des cas, les critères en matière de passation des marchés ne diffèrent pas selon le secteur ou la région. Cependant, dans un cas, l'emplacement géographique est précisé lorsqu'il y a un marché réservé à une région à excédent de main-d'oeuvre (EU). Un autre Membre autorise l'incorporation dans l'invitation à soumissionner de conditions qui favorisent les objectifs fixés en matière de création d'emplois, la croissance des régions insuffisamment développées et la protection de l'environnement, et qui augmentent les chances de participation des petites et moyennes entreprises (Hongrie). Dans un Membre, en ce qui concerne les marchés qui ne relèvent pas d'accords internationaux, des critères d'évaluation peuvent être utilisés pour obtenir des avantages industriels et régionaux, pour autant que ces avantages soient obtenus d'une manière non discriminatoire à l'égard des régions pour lesquelles il existe un cadre général de développement régional (Canada). Dans un Membre, bien qu'il n'y ait aucune modification des critères de base en matière de passation des marchés, il existe un régime spécial pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles et les activités commerciales, industrielles et de commercialisation propres aux entités publiques engagées dans ce type d'activités (Colombie). Un Membre a indiqué qu'il peut exister une restriction à la participation aux appels d'offres en raison de "l'emplacement du siège social" dans le cas d'un marché dont la valeur est inférieure à certains seuils (Corée). Dans un Membre, certaines régions bénéficient de concessions fiscales et tarifaires octroyées par le gouvernement central/les gouvernements des Etats (Inde).

(Pour les différences entre les marges de préférence liées aux marchés provinciaux ou locaux, voir la réponse à la question 9.)

**e) Quelle est la marge de choix ou d'appréciation laissée à l'autorité contractante? De quoi l'éventuelle marge d'appréciation laissée à l'autorité contractante dépend-elle?**

En règle générale, l'autorité contractante est tenue d'appliquer des critères d'évaluation déterminés à l'avance et de prendre une décision uniquement en fonction de ces critères. Dans certains cas, lorsque des critères autres que le prix sont appliqués, la marge d'appréciation de l'autorité contractante est réduite avec l'application d'une procédure à plusieurs phases comprenant une qualification préalable des fournisseurs, appliquée de façon non discriminatoire compte tenu de critères autres que le prix, suivie de la mise en oeuvre d'une concurrence directe par les prix (Japon, Mexique). Dans certains cas toutefois, l'autorité contractante dispose d'une certaine marge d'appréciation pour définir les critères et/ou choisir la procédure à appliquer (Colombie, Hongrie, Pologne). Un Membre a indiqué que

l'autorité contractante peut, à tout moment avant l'adjudication définitive, annuler un appel d'offres pour des raisons valables ou préadjudger tout ou partie des éléments de l'offre.

Dans un cas, seuls les marchés d'une valeur supérieure à un certain seuil sont soumis au contrôle d'une autorité administrative de l'Etat qui s'assure que l'entité agit dans le respect des règles administratives (Chili). Dans un autre cas, des pouvoirs financiers sont délégués aux ministres ou aux directeurs selon la valeur des marchés et des paiements y afférents (NZ).

(Pour les situations dans lesquelles une entité contractante peut engager des négociations, voir la réponse à la question 4.)

## VIII. DIVULGATION DES OFFRES RECUES ET DES ADJUDICATIONS

### 8. a) De quelle manière les soumissions sont-elles reçues, enregistrées et ouvertes?

Les Membres ont de nombreux points en commun en ce qui concerne les principes de base selon lesquels les soumissions sont reçues, enregistrées et ouvertes. Dans certains cas, ces principes doivent être conformes à des accords internationaux. Il est souvent exigé que le jour, l'heure et le lieu d'ouverture, ainsi que les personnes autorisées à assister à l'ouverture des plis soient indiqués dans l'avis d'appel d'offres (CE, Norvège, Pologne). La plupart des Membres insistent sur le fait qu'il est primordial d'assurer la confidentialité des soumissions avant la clôture de l'appel d'offres, en utilisant par exemple des enveloppes cachetées ou des boîtes scellées. La majorité des Membres exigent qu'un registre approprié de toutes les soumissions soit tenu, généralement au moyen d'un système d'enregistrement ou de l'établissement d'un procès-verbal de la réunion au cours de laquelle les soumissions sont ouvertes en public. Dans certains cas, le procès-verbal doit contenir au moins les renseignements suivants: noms des personnes assistant à l'ouverture des soumissions, noms des soumissionnaires, dates de présentation des soumissions, prix offerts, variantes (Suisse). Il est aussi systématiquement exigé que des observateurs impartiaux assistent à l'ouverture des soumissions: par exemple, au moins deux fonctionnaires doivent être présents ou les soumissions doivent être ouvertes en public.

Dans un Membre qui applique une procédure d'appel d'offres à plusieurs phases, les soumissions sont reçues dans deux enveloppes cachetées (Mexique). La première enveloppe contient des documents permettant d'établir et de confirmer l'existence et la participation du soumissionnaire, ainsi qu'une description des spécifications techniques du produit ou service concerné. La deuxième enveloppe contient l'offre financière faite pour le produit ou le service, ainsi que le document de caution de soumission. Au cours de la première phase, appelée "phase technique", toutes les soumissions sont ouvertes en présence des participants, et leur contenu vérifié. Seules les soumissions satisfaisant aux spécifications techniques énoncées dans les conditions de l'appel d'offres sont qualifiées pour la deuxième phase, appelée phase financière, au cours de laquelle la décision finale est prise. Un autre Membre a précisé que, dans le cas des marchés négociés, les prix sont tenus secrets jusqu'à ce que le marché soit passé. Cela tient au caractère confidentiel des informations concernant le prix. En outre, si les prix étaient connus, il pourrait en résulter, pour l'entrepreneur retenu, un avantage indu sur ses concurrents, et l'intégrité du système de passation des marchés risquerait d'en être affectée (EU).

En outre, dans certains cas, chaque organisme contractant est libre de définir ses propres procédures de réception, d'ouverture et d'enregistrement des offres, conformément aux meilleures pratiques et à certaines directives (Colombie, NZ).

### b) Les entités sont-elles tenues de rendre publics les détails des marchés adjugés et/ou d'aviser les soumissionnaires non retenus?

Les procédures appliquées par les Membres après l'adjudication sont similaires, avec toutefois quelques différences. Il est indiqué dans la plupart des réponses que les soumissionnaires sont avisés de l'adjudication d'un marché dans un délai déterminé, individuellement et/ou au moyen d'un avis public (Norvège). Cependant, dans certains cas, les entités ne sont pas tenues de rendre publics les détails des marchés adjugés ou d'aviser les soumissionnaires qui n'ont pas été retenus (Chili, Corée, NZ, Singapour). Dans un cas, les soumissionnaires non retenus sont informés de la décision si l'adjudication n'a pas eu lieu lors d'une séance publique (Colombie).

Dans certains cas, des renseignements succincts sur les marchés adjugés sont publiés dans la presse officielle (Brésil). Certains Membres exigent que davantage de renseignements soient publiés, par exemple type de procédure, nature et quantité de services faisant l'objet de l'adjudication, nom et adresse de l'entité contractante, date de l'adjudication, nom et adresse de l'adjudicataire, prix de l'adjudication ou de l'offre la plus élevée ou la plus basse dont il a été tenu compte dans l'adjudication du marché (Japon, Suisse). Dans certains cas, des renseignements concernant l'adjudication du marché peuvent ne pas être communiqués lorsque leur divulgation risquerait de nuire à l'adjudicataire, pourrait nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs, ferait obstacle à l'application des lois ou serait autrement contraire à l'intérêt public (CE, Suisse). Dans un cas, l'obligation de publication dépend de la valeur du marché (Australie).

**c) Les entités sont-elles tenues de rendre publiques, ou de communiquer aux soumissionnaires non retenus, les raisons pertinentes pour lesquelles leur soumission a été rejetée?**

De tels renseignements ne sont généralement pas rendus publics. Dans la plupart des cas cependant, les soumissionnaires non retenus peuvent obtenir des renseignements concernant les raisons pour lesquelles leur soumission n'a pas été retenue et les caractéristiques et avantages relatifs de la soumission retenue, ainsi que le nom de l'adjudicataire, automatiquement ou sur demande (parfois par écrit) (CE, Norvège). Cette prescription est quelquefois prévue dans des accords internationaux. Dans certains cas, la demande doit être reçue dans un délai déterminé (EU). Un Membre déclare que l'information concernant la suite donnée à une offre peut aussi aider les fournisseurs qui ont remporté précédemment des marchés et qui veulent savoir comment ils ont été évalués par rapport aux critères afin d'améliorer encore leurs performances (Australie).

Dans plusieurs Membres, aucune disposition légale n'oblige les entités à informer les soumissionnaires non retenus des raisons du rejet de leur offre (Pologne, Singapour). Dans l'un de ces pays néanmoins, les soumissionnaires peuvent connaître certains aspects de la procédure d'appel d'offres ou du concours du fait de la liberté d'accès à l'information assurée par la loi ou en faisant usage du droit de recours (Colombie). Dans un Membre, où il n'existe aucune loi ni aucun règlement régissant les marchés publics, les directives du gouvernement encouragent cependant les entités à communiquer à ceux qui le demandent les raisons de leur décision (NZ). Dans un autre Membre, la législation ne prévoit rien de tel, mais la pratique veut que les raisons pour lesquelles une offre a été rejetée soient communiquées aux candidats, à leur demande (Chili). Dans un Membre, l'autorité compétente est tenue de consigner les raisons du rejet des soumissions, mais les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés de ces raisons (Inde). Dans un autre Membre, il n'existe aucune obligation d'informer les soumissionnaires non retenus, mais si, après annonce de la préadjudication, un candidat engage une contestation, les autorités contractantes doivent mettre à sa disposition le compte rendu, *in extenso*, de la séance d'attribution de l'offre pour qu'il l'examine (Argentine).

## IX. TRAITEMENT ACCORDE AUX SERVICES ET/OU AUX FOURNISSEURS NATIONAUX ET ETRANGERS

**9. Quels sont les lois, règlements, procédures ou pratiques en vertu desquels les services et/ou les fournisseurs nationaux bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé aux services et/ou fournisseurs étrangers, ou les services et/ou les fournisseurs d'un Membre bénéficient d'un traitement plus favorable que ceux d'un autre Membre? Prière d'indiquer de quelle manière un traitement plus favorable est éventuellement accordé. Prière d'indiquer également la définition pratique du terme "national" s'agissant des services et des fournisseurs nationaux.**

Plusieurs Membres indiquent dans leur réponse qu'il n'existe pas de lois, règlements ou procédures accordant un traitement préférentiel aux services et/ou fournisseurs nationaux ou établissant une discrimination sous une forme quelconque entre les services et fournisseurs de services d'autres Membres (Chili, HK, Inde, Japon, Corée, NZ). Dans certains de ces Membres, les entités publiques doivent néanmoins garantir la participation de fournisseurs d'origine nationale, sans préjudice de la procédure de sélection objective (Colombie, NZ). Dans certains cas, la préférence ne sera donnée aux nationaux que pour départager des offres par ailleurs équivalentes (Brésil, Colombie). Dans certains autres cas (Colombie, Hongrie), ce n'est que lorsque les fournisseurs étrangers présentent des offres équivalentes que la préférence est donnée à celles qui incorporent une plus grande part d'éléments d'origine nationale (ressources humaines ou autres éléments) et/ou offrent les meilleures conditions pour le transfert de technologie.

La plupart des Membres qui ont répondu au questionnaire accordent un traitement non moins favorable aux services/fournisseurs de services d'autres Membres dans le cadre d'accords bilatéraux, régionaux ou plurilatéraux (à l'exception de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde). L'octroi du traitement national sur la base de la réciprocité est souvent mentionné - même dans le cadre d'accords internationaux sur les marchés publics. Dans de nombreux cas, le traitement accordé aux services/fournisseurs de services des Membres non parties à de tels accords n'est pas clairement indiqué. Dans certains Membres, les fournisseurs étrangers peuvent se voir refuser le droit de participer à des appels d'offres internationaux si un accord n'a pas été conclu avec leur pays (CE). Dans certains cas, il existe une règle de préférence claire qui peut varier selon la catégorie d'achats (CE, Hongrie, EU). Dans certains cas, aux fins de comparaison des prix, le prix du produit d'origine étrangère comprend les droits à l'importation et autres charges et frais à l'importation nécessaires pour la mise à la consommation imposés à un particulier ne bénéficiant d'aucun privilège (Argentine, Brésil).

Dans certains cas, le gouvernement central n'accorde pas de préférences alors que les administrations provinciales et locales le font (Australie). Dans certains Membres, les marchés dont la valeur est inférieure à certains seuils peuvent être réservés aux fournisseurs nationaux (Pologne). Certains Membres n'imposent de prescriptions relatives aux éléments d'origine nationale que pour des secteurs de services particuliers, notamment celui des transports (EU). Les achats destinés à un usage particulier, surtout en matière de défense, peuvent également être assujettis à la condition de l'origine nationale. Dans certains cas, il est appliqué une politique privilégiant les éléments d'origine nationale si la concurrence est suffisante, généralement trois fournisseurs ou plus.

Le terme "local" s'applique dans certains cas aux services qui sont produits en totalité ou en partie dans le pays concerné (NZ) ou dans le cas de certains accords d'intégration régionaux, dans tout Etat membre qui est partie à l'accord (CE). Dans certains cas, les soumissions sont considérées comme étant nationales si la teneur en éléments d'origine nationale dépasse 50 pour cent (Hongrie, Mexique). Dans certains cas, on entend par services nationaux les services fournis, grâce à une présence commerciale dans le pays, par des entreprises détenues ou contrôlées par des nationaux, et par des nationaux résidant dans le pays (Japon). Dans certains autres pays, des entreprises à participation étrangère peuvent être qualifiées d'entreprises nationales aux fins d'un marché public à condition qu'elles

soient établies en vertu de la législation nationale et/ou que leur activité principale soit exercée dans le pays (CE). Dans un cas, la définition du terme "national" lorsqu'il s'agit de services de construction prend en compte la structure du capital, la nationalité des directeurs et le lieu d'enregistrement (EU).

## X. PROCEDURES POUR ENTENDRE ET EXAMINER LES PLAINTES/RECOURS

### **10. Quelles sont les procédures, s'il en existe, auxquelles peuvent avoir recours les parties, nationales et étrangères, pour déposer des plaintes contre l'adjudication d'un marché? Prière de fournir des renseignements détaillés.**

Tous les Membres offrent aux fournisseurs potentiels des procédures qui leur permettent de déposer une plainte, à tout moment durant le processus de passation des marchés et dans un délai déterminé si la plainte vise à contester une adjudication. La législation relative aux marchés publics contient généralement des dispositions concernant des recours juridiques effectifs. Les procédures de recours sont accessibles dans la plupart des cas à toute personne ayant ou ayant eu un intérêt à obtenir un marché déterminé ou ayant été ou risquant d'être lésée par une violation alléguée. Toutefois, certaines réponses semblent suggérer que certains recours ne sont accessibles qu'aux fournisseurs de pays avec lesquels les pays en question ont conclu un accord sur les marchés publics. Seuls quelques pays ont clairement indiqué que les procédures sont accessibles tant aux fournisseurs nationaux qu'aux fournisseurs étrangers (EU).

Pour les fournisseurs lésés, une série de mesures qui permettent de saisir différents types d'organismes de contrôle est généralement prescrite, à savoir: contrôle interne de l'entité contractante, contrôle administratif indépendant, contrôle judiciaire ou contrôle politique. Tout fournisseur qui prétend avoir été injustement traité est tout d'abord incité à aborder directement la question avec l'entité concernée. Si cela ne donne pas de résultats satisfaisants, la démarche officielle consiste à engager une procédure contre l'entité contractante auprès d'un organe d'examen indépendant ou du tribunal national compétent (Norvège, Suisse). Dans certains cas, lorsque les organes de recours en première instance ne sont pas de nature juridictionnelle, leurs décisions doivent pouvoir faire l'objet d'un recours juridictionnel.

Dans un cas, le Ministère du commerce, qui est responsable de la politique gouvernementale en matière de marchés publics, peut aussi examiner les plaintes des fournisseurs qui estiment avoir été traités de façon déloyale (NZ), alors que dans d'autres cas ce sont le Ministère des finances (Singapour), le Ministère du contrôle et du développement administratif (Mexique), le Vérificateur général (Brésil), les commissions de lutte contre la corruption (HK) ou d'autres organes qui sont chargés du contrôle interne. Dans un autre cas, il n'existe pas de disposition concernant un recours par la voie administrative, mais des plaintes peuvent être déposées devant les tribunaux (Colombie). Dans certains Membres, les fournisseurs peuvent déposer une plainte auprès d'un médiateur (Australie). Dans ce cas, les organismes ne sont pas tenus d'accepter la solution recommandée mais, s'ils ne donnent pas suite aux recommandations qui lui sont faites, le médiateur peut en informer le Premier Ministre, puis le Parlement. Certains Membres ont également fait état de procédures d'arbitrage ou de médiation, dont les décisions produisent le même effet qu'un règlement "à l'amiable" (Corée).

Dans de nombreux cas, les organes de recours ont premièrement le pouvoir de prendre, dans les délais les plus brefs, des mesures provisoires, y compris des mesures destinées à suspendre la procédure de passation d'un marché public ou l'exécution de toute décision prise par l'entité adjudicatrice. Deuxièmement, ils peuvent annuler les décisions illégales. Troisièmement, ils sont habilités à accorder des dommages-intérêts aux personnes lésées par la violation. Dans certains cas, le tribunal ou l'organe de recours indépendant peut suspendre une procédure de passation en cours avant que le marché n'ait été attribué, mais il ne peut pas annuler une adjudication (Suisse). Dans d'autres cas, par exemple dans le secteur des services publics de certains Membres, les procédures de passation ne peuvent pas



être suspendues au cours du processus, mais le tribunal peut infliger une amende aux entités contractantes déclarées coupables d'avoir enfreint les règlements et accorder des indemnités aux entreprises plaignantes (Norvège). Les fournisseurs peuvent aussi contester l'annulation de l'adjudication d'un marché (EU).

Outre le recours aux procédures nationales, les parties à un accord international ont parfois la possibilité de déposer des plaintes auprès des organes de surveillance créés dans le cadre de cet accord (CE).

ANNEXE

MARCHES PUBLICS

Situation actuelle des réponses au questionnaire

<u>Réponses</u>	<u>Pays</u>
S/WPGR/W/11/Add.1 S/WPGR/W/11/Add.1/Corr.1	Norvège
S/WPGR/W/11/Add.2	Suisse
S/WPGR/W/11/Add.3	Brésil
S/WPGR/W/11/Add.4	Nouvelle-Zélande
S/WPGR/W/11/Add.5	Japon
S/WPGR/W/11/Add.6	Etats-Unis
S/WPGR/W/11/Add.7	Canada
S/WPGR/W/11/Add.8	Colombie
S/WPGR/W/11/Add.9	Hong Kong
S/WPGR/W/11/Add.10	CE et leurs Etats membres
S/WPGR/W/11/Add.11	Australie
S/WPGR/W/11/Add.12	Pologne
S/WPGR/W/11/Add.13 S/WPGR/W/11/Add.13/Corr.1	République de Corée
S/WPGR/W/11/Add.14	Inde
S/WPGR/W/11/Add.15	Chili
S/WPGR/W/11/Add.16	Singapour
S/WPGR/W/11/Add.17	Hongrie
S/WPGR/W/11/Add.18	Mexique
S/WPGR/W/11/Add.19	Argentine